

20 mars 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur la régulation des marchés financiers et sur la relance économique, à Bruxelles le 20 mars 2009.

Mesdames et Messieurs, bonjour,

La France a essayé, tout au long de ce Conseil, de mettre un peu de concret, de décisions, d'essayer de s'engager politiquement et ne pas retomber dans quelques habitudes. Qu'est-ce que l'on a obtenu ?

D'abord, le texte pour préparer le G20. Je crois que c'est un bon texte. L'ensemble de l'Europe, on peut le dire aujourd'hui, est décidé à obtenir des résultats ambitieux lors du Sommet de Londres. C'est vraiment une position unanime. Ce n'était pas gagné d'avance. Je veux saluer la grande ouverture d'esprit de Gordon Brown, avec qui j'avais eu un déjeuner de travail hier. Mais cela avance vraiment bien. Tout le monde est d'accord sur les paradis fiscaux et une liste annexée, les "hedgde funds", les rémunérations, la suppression du hors-bilan pour les banques et la nécessité d'une régulation. Vraiment, je vous renvoie au texte et je voudrai bien-sûr répondre aux questions, mais les Européens présenteront un visage uni sur des objectifs ambitieux et le changement des règles comptables extrêmement important.

Je vois bien-sûr le chemin parcouru entre le sommet de Washington où même le mot " paradis fiscal " n'était pas prononcé puisqu'on parlait des "centres non coopératifs". Maintenant, non seulement le mot "paradis fiscal" est prononcé, mais toute l'Europe est d'accord sur une liste annexée.

Et sur le changement du système de comptabilité, tout le monde est d'accord. Vraiment, cela progresse. Il faut être bien vigilant, j'en suis convaincu, mais enfin, cela progresse.

Deuxième chose, soutien unanime aux recommandations du rapport Larosière, cela n'est pas une nouveauté parce que cela se présentait plutôt bien. La nouveauté, c'est que l'on s'engage à en faire des dispositions législatives d'ici à la fin de l'année. Cela, c'est absolument capital puisque ces deux choses sont de nouvelles règles. Ma conviction, c'est que l'Europe ne souffre pas d'un déficit de règles, mais d'un déficit de sanctions. Une fois qu'on a les règles, il faut encore les appliquer. Et l'intelligence de la proposition Larosière, c'est de rassembler les superviseurs nationaux, les mettre dans un comité et transformer ce comité en autorité pour faire les choses, sans caricaturer. De ce point de vue, je crois pouvoir dire que c'est historique, parce que cela fait des années qu'en Europe, on n'arrive pas à sortir d'une supervision molle. Donc, je suis vraiment satisfait de cela.

Deux autres points. L'effort pour nos collègues et amis de l'Est. On a doublé la facilité de paiement prévue par le fameux article 119, on va passer de 25 à 50 milliards. Sur proposition de la France, on a demandé à ce que le chiffre soit inscrit dans la délibération. C'est très important. Pourquoi est-ce que c'est important ? Parce que l'on sort ainsi du côté un peu rituel des décisions du Conseil, qui sont des grands principes et puis chacun retourne chez soi et interprète les grands principes un peu comme il le souhaite. Là, on passe de 25 à 50. Et j'avais regretté lors d'un sommet informel un dimanche à Bruxelles, qu'on ne soit pas plus volontariste et qu'on n'adresse pas au marché un soutien plus fort sur la nécessité d'aider - alors je sais bien qu'ils n'aiment pas que l'on parle d'eux mais enfin quand même, cela les concerne - les pays d'Europe de l'Est et d'Europe centrale.

- Europe continentale

Par ailleurs, on a soutenu, nous, la France, la proposition de Gordon Brown sur le doublement des ressources du FMI. Enfin, pardon, cela, c'est l'objectif du G20 £ on a poussé à ce que l'Europe annonce dès maintenant qu'elle prendra sa part. On s'est mis d'accord sur 75 milliards d'euros. Euros, ce qui n'est pas tout à fait la même chose, puisque si l'on part du principe que le dollar doit être à 1,36, on s'est mis d'accord sur des euros. Après, il y a eu un débat sur : "est-ce que c'est moins ou plus". Là, c'est du concret. C'est-à-dire qu'après ce qu'ont fait les Japonais, cela permet à Gordon Brown, le président du G20, de préparer la négociation du sommet de Londres avec la contribution de l'Europe pour le doublement des ressources du FMI, on est prêt à mettre 75 milliards d'euros, ce qui est absolument considérable.

Voilà, je crois, les quatre décisions importantes de mon point de vue. Accord sur le mandat pour le G20 £ Larosière £ d'ici à la fin de l'année, des décisions législatives, donc les Européens doivent savoir qu'il y aura un système de supervision des institutions financières des banques en Europe avant la fin de l'année £ un engagement chiffré pour soutenir la balance des paiements des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est £ et un engagement chiffré pour participer à l'augmentation des ressources du FMI qui a à faire face à des nécessités de plus en plus nombreuses.

Je préfère répondre à vos questions plutôt que de vous ennuyer avec un long exposé. Il y a eu des tas d'autres choses, il y a 22 pages de communiqué avec des choses d'inégale importance dedans. Je suis prêt, bien-sûr, à y répondre mais j'imagine que ce n'est pas ce que vous attendez de moi en priorité.

Q - Monsieur le Président, sur les paradis fiscaux et les pays non coopératifs, il règne une certaine confusion depuis hier soir notamment sur la position de l'Union européenne en tant que telle. Y-a-t-il, à cette heure-ci, unanimité des 27 pour dire que les pays qui ont fait des concessions la semaine dernière - Luxembourg, Autriche et Suisse notamment - pour dire que ces pays ne doivent pas être sur la liste des pays non coopératifs d'une façon ou d'une autre. Si tel est le cas, comment estimez-vous les chances en tant que bloc de l'Union européenne, de convaincre les autres membres du G20, notamment les Etats-Unis, de ne pas placer ces pays sur la liste qu'on va appeler la liste noire ?

R - D'abord, c'est une affaire très sérieuse. Qu'est-ce que c'est qu'un paradis fiscal ? Ce n'est pas une place qui a des impôts très bas ou quasiment pas d'impôts. Le paradis fiscal, c'est la place qui refuse de dire d'où vient l'argent et ce qu'elle en fait. On est bien d'accord, le paradis fiscal, c'est le refus de coopérer avec les autres autorités internationales en masquant, en cachant l'origine des fonds et l'utilisation des fonds.

Alors il y a des règles, les règles de l'OCDE et à la suite des coups de boutoirs que nous avons donnés, un certain nombre d'entre nous, notamment Mme Merkel et la France, des pays européens qui jusqu'à présent n'avaient jamais déféré aux critères de l'OCDE, ont décidé que dorénavant ils demandaient à respecter ces critères. C'est l'Autriche, c'est le Luxembourg par priorité. A partir de ce moment-là, nous, nous avons fait valoir que : un, on ne pouvait pas tolérer, avec la violence de la crise, la persistance de paradis fiscaux £ deux, que si l'Europe voulait être entendue, elle devait donner l'exemple. Il va de soi que si l'on ne donne pas l'exemple, si on ne fait pas le ménage en Europe, comment voulez-vous que les autres aient envie de le faire chez eux ? On a assisté à ce mouvement où Luxembourg et Autriche - et Suisse, qui ne fait pas partie de l'Union européenne, mais enfin - à partir de ce moment-là, notre position consiste à dire : les pays qui ont fait ce mouvement et qui s'engagent à respecter les critères de l'OCDE sortent de la liste des paradis fiscaux. Et donc, si telle est bien la volonté et la décision du Luxembourg, de l'Autriche et de la Suisse, ils n'ont pas à être sur une liste parce que seront sur la liste ceux qui ne veulent pas respecter. Premier élément.

Mais cela va plus loin. Je n'oublie pas que je suis Coprince d'Andorre et Andorre a annoncé qu'ils allaient respecter la convention de l'OCDE. Je pense que c'est historique, cela ne s'est jamais produit, jamais. Ils n'ont donc pas vocation à être sur la liste.

Et d'ailleurs, aujourd'hui, les problèmes que nous avons sont moins avec nos amis américains que d'autres. Je pense à Hong Kong, je pense à Singapour, je pense à Macao, je pense à un certain

nombre de places. On n'y est pas encore, mais voilà, la position de l'Europe là-dessus est très claire et très déterminée. Franchement, le sommet de Washington, c'est vraiment M. Barroso et moi-même qui l'avons voulu. On n'était pas si loin que là où on est aujourd'hui.

J'ai donc dit à M. Juncker, d'abord, sa déclaration est une déclaration très importante, très intéressante et très bien venue qui lui valait d'abord certains problèmes dans son pays, à deux mois des élections législatives et que je ne vois pas pourquoi on devrait compliquer la tâche de ceux de nos collègues qui essaient de trouver une solution alors qu'ils font ce qu'on attendait qu'ils fassent depuis des années. Cela ne serait pas fair-play et donc moi ? Je pense qu'il ne faut pas les mettre sur la liste. Alors, il va de soi que si ce n'était que des déclarations qui n'étaient pas suivies d'effet, il y aurait un suivi des engagements politiques de notre part.

En tout cas hier, au dîner, j'ai pris la parole dans ce sens là et j'ai été, je le crois, unanimement soutenu puisqu'on n'en a pas reparlé ce matin et que M. Juncker ne s'est d'ailleurs pas opposé, dans le communiqué. Puisque dans le communiqué, l'annexe sur le mandat pour le G20, il y a l'établissement d'une liste de paradis fiscaux. M. Juncker ne s'est pas opposé donc c'est parfaitement clair. Quant à la position de l'administration américaine, j'en saurai un peu plus puisque j'aurai une discussion avec M. Obama lundi prochain.

Q - Gordon Brown a-t-il pris des engagements concernant les territoires de la Couronne britannique, je pense notamment aux Îles Caïmans qui échappent à peu près aux courroux de tout le monde, assez curieusement ? Deuxième question, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon multiplient les mesures exceptionnelles, notamment en rachetant des bons du trésor, en achetant des obligations. Est-ce que vous êtes en faveur d'une telle action de la part de la Banque Centrale européenne qui ne l'a pas totalement écarté mais qui y semble peu favorable ? Est-ce que pour vous, le temps est venu de prendre des mesures non conventionnelles ?

R - Le temps est même dépassé, parce que des mesures non conventionnelles, on en a pris. Franchement, elles ne sont pas à venir, elles ont déjà été prises. Alors, s'agissant des Îles Caïmans, il va de soi que ce qui vaut pour nous, vaut pour nos amis du Royaume-Uni. Il ne peut pas y avoir d'exception. Et donc, Îles Caïmans, Shetland, je ne vais pas faire toute la liste, je ne veux pas donner l'impression de trop bien connaître, parce qu'il faut faire attention, surtout venant de nos amis de Libération, pas de vous. Ce n'était pas vers là qu'on localisait les miens mais bon...

Cela va de soi que la crédibilité de ce que l'on fera dépend de notre capacité à refuser toute exception. Alors cela se traduira par un point, pareil pour les banques, nos banques ne devront pas travailler avec des places qui seront sur la liste des paradis fiscaux. C'est clair, c'est simple et c'est net. C'est cela l'objectif.

On a vu longuement M. Trichet hier, c'était d'ailleurs assez intéressant et je le vois très régulièrement pour tout dire, c'est quelqu'un pour qui j'ai du respect, on n'a pas toujours été d'accord mais enfin, c'est un homme qui a été réactif. L'honnêteté oblige à dire quand même que, par rapport à la position de départ de la BCE, et là où on en est aujourd'hui, il y a un sacré chemin qui a été parcouru, Monsieur, et nous suivons cela d'assez près.

D'ailleurs, c'est ce que j'ai dit à M. Trichet. Je lui ai dit, vraiment, je trouve que vous avez mis énormément de souplesse dans la position de la BCE, parce que cela ne se réduit pas simplement à la question des taux, ni du montant des taux. Et donc, au fond, ce que vous dites c'est : "est-ce que l'on doit élargir la qualité et le nombre de papiers que la banque centrale doit accepter en échange de crédits ?" Cela revient à cela, votre question. Moi j'ai toujours été pour l'élargissement. Il va de soi que M. Trichet, dans sa responsabilité, dit : "attention, si la Banque centrale fait le travail des banques commerciales, où est-ce que l'on arrête l'intervention de la Banque Centrale ?" On est dans une situation exceptionnelle, où il faut relancer le crédit. Cela repart un petit peu, pas assez. Moi, je suis pour que l'on puisse prendre davantage de papiers pour prendre la phraséologie, Chère Christine Lagarde, des spécialistes.

Donc ce serait une évolution positive que M. Trichet suive sa route dans le calendrier qui est le sien. Il n'est pas le seul à diriger, comme vous le savez, puisque j'ai noté que dans les

communiqués, les décisions avaient été prises, ils ont dit, à la majorité. Ce qui prouve qu'il y a débat. Voilà, mais en tout cas, tout ce qui ira dans ce sens, je suis pour.

Q - Deux questions s'il vous plaît. Au moment où vous parlez, le Premier ministre slovène, non loin d'ici, s'apprête à faire une déclaration à propos de ce qu'a dit, ce matin, M. Chatel sur Renault avec un rapatriement d'une partie de la production de Renault.

R - Ce n'est pas tout à fait exact mais j'y répondrai.

Q - Voilà, des éclaircissements et puis également, je voudrais savoir quelle est votre réaction par rapport à la mobilisation en France hier.

R - Alors s'agissant de Renault, le plan automobile français, puis européen puisque finalement, maintenant, avec les coups de boutons que l'on a donnés, là encore, vous le savez la France a été largement à l'origine, on était les premiers à faire un plan automobile, imité par tous les autres. Dans le plan automobile, il y a beaucoup de mesures mais il y a deux points communs : d'abord un renforcement des crédits sous forme de garanties de prêts à tous les constructeurs automobiles. Tous les Etats qui ont des constructeurs automobiles l'ont fait. Et, deuxièmement, les primes à la casse.

Il y a d'autres mesures, mais pour faire clair, ce qui a provoqué une reprise du marché automobile européen - pas suffisant, mais une reprise sensible - Que se passe-t-il face à cette reprise ? Il y a davantage de voitures, notamment pour Renault Clio et Twingo, qui se vendent. C'est une très bonne nouvelle ! C'est vraiment les primes à la casse. Il est vrai que les primes à la casse favorisent plus Renault parce que les consommateurs européens se tournent d'avantage vers les petites voitures que vers les grosses. Ce n'est un secret pour personne que nos constructeurs sont plus spécialisés dans les petits véhicules que dans les gros.

Il se trouve donc que l'usine de Slovénie tourne à plein, donc il ne s'agit pas de supprimer des emplois en Slovénie. Je veux que les choses soient claires. On est très heureux, un établissement Renault en Slovénie. J'ai vu le Premier ministre slovène, je le lui ai dit : il ne perdra pas un emploi. Mais comme la demande est telle, il y a un surcroît de production et Renault a choisi de créer 400 emplois en France. Honnêtement je suis président de la République française, je m'en réjouis.

Cela ne prend pas un emploi aux amis slovènes et cela en redonne à Flins. C'est exactement ce que je souhaitais. A Flins, nous allons produire maintenant les Clio, donner la priorité aux ouvriers de Sandouville que j'étais allé voir, qui sont eux-mêmes à 40 % de la production. C'est la démonstration que j'ai toujours voulu faire : que l'on pouvait défendre l'emploi industriel en France sans que cela supprime un emploi chez nos amis slovènes. C'est déjà assez compliqué comme cela.

J'ajoute que si le gouvernement français n'avait pas fait ce qu'il a fait à hauteur de 6 milliards d'euros pour l'industrie automobile, les usines Renault et PSA partout en Europe seraient fermées. Nous sommes bien d'accord : ce sont 400 emplois que l'on ne prend nulle part, que l'on crée en France et nous en avons bien besoin, à Flins et les ouvriers de Sandouville, c'est une très bonne nouvelle parce que grâce au coup de bouton qu'a donné la France pour obtenir un plan européen automobile, il y a plus de consommation. Il y a des nouvelles plus désagréables à commenter !

S'agissant des manifestations d'hier, bien sûr j'étais à Bruxelles, je ne pouvais pas réagir hier soir de Bruxelles, comme je savais que j'avais la conférence de presse. Ce n'est pas mon genre d'aller me dissimuler. Naturellement je dois commenter ces événements. Les manifestations d'hier ont montré quoi ? L'importance de l'inquiétude d'un certain nombre de salariés face à la crise mondiale. Elles ont montré que cette inquiétude n'avait pas régressé en un mois et demi, depuis la dernière manifestation. Qui de sensé, de bon sens, aurait pu considérer que l'inquiétude avait des raisons de régresser entre la manifestation du mois de janvier et celle du mois de mars ? Qui ? Personne.

Mon rôle maintenant n'est pas de commenter un jour les inquiétudes, un autre les manifestations et un troisième les sondages. Mon rôle c'est de prendre des décisions pour obtenir des résultats. Alors qu'allons-nous faire maintenant dans la situation qui est la nôtre ? D'abord et c'est extrêmement important, il faut mettre en oeuvre sans délai, c'est une exigence, les mesures qui

extrêmement important, il faut mettre en oeuvre sans délai, c'est une urgence, les mesures qui ont été décidées. Je le dis aux Français. Dans un espace de temps qui s'étalera dans une dizaine de jours, jusqu'au mois de juillet, des mesures d'une très grande importance vont rentrer dans les faits, concrètement.

Dès le mois prochain, 6 millions de Français paieront moins d'impôts ou se verront exonérés du deuxième et troisième tiers. Pour les Français qui sont mensualisés, c'est à partir du mois de mai qu'ils ne paieront plus. Pour les Français qui sont dans les 4 autres millions, le tiers de mai-juin sera supprimé. Donc ces mesures fiscales pour 6 millions de familles - classe moyenne inférieure - rentreront en vigueur entre le mois de mai pour les mensualisés et le mois de juin et le mois de septembre pour ceux qui sont au deuxième et troisième tiers.

En avril, il y a 4 millions de travailleurs modestes qui vont recevoir une prime de 200 euros. Au mois d'avril, le mois prochain. 4 millions.

En juin, il y a 3 millions de familles qui vont recevoir une prime exceptionnelle de 150 euros.

A la mi-juin, il y a 1 million et demi de bénéficiaires qui vont recevoir des bons de service pour les emplois familiaux, de 200 euros chacun.

En avril, il y a 400.000 retraités qui vont voir le minimum vieillesse augmenter de près de 7%.

Et en juillet, nous allons mettre en oeuvre le RSA qui va se traduire par 110 euros en moyenne de plus par mois pour 1 million et demi de travailleurs précaires plus les titulaires des minima sociaux. C'est ce qui avait été décidé lors de la conférence sociale, si mon souvenir est exact, du 18 février et qui va donc rentrer dans les faits, dans le pouvoir d'achat comme on dit, entre les 10 jours qui viennent et le mois de juillet.

Je proposerai aux syndicats d'évaluer l'impact de toutes ces mesures avant l'été pour voir ce que l'on doit corriger, ce que l'on doit compléter et ce que l'on doit ajouter. Mais vous considérez avec moi qu'il serait imprudent et difficile de dire que je dois modifier quelque chose qui n'est pas encore rentré en vigueur, ou que je dois évaluer des mesures qui ne sont pas rentrées en vigueur. Il faut qu'elles rentrent en vigueur, entre le moment où on la décide et le moment où on la vote, où les fichiers se mettent en place, voilà ce que l'on a. Donc avant l'été, on évaluera, on complètera, on modifiera, on rajoutera s'il le faut.

Troisième remarque : il est un certain nombre de domaines où d'ores et déjà, il est incontestable qu'il faut que l'on fasse d'avantage.

Le premier n'est pas le plus simple, c'est l'angoissante question des restructurations industrielles, qui est un sujet extraordinairement difficile. Personne ne doit rester au bord du chemin. Je tiendrai dès ce week-end des réunions. Je souhaite que l'on puisse faire d'avantage en matière de restructuration. On voit à peu près ce qu'il faut faire pour les entreprises qui n'ont que des problèmes de trésorerie mais qui ont un avenir, il faut les aider à passer ce mauvais moment : le chômage partiel, maintenant indemnisé à 75 %, la formation pendant le temps de l'activité partielle et on voit à peu près ce qu'il faut faire. En revanche, il faut être beaucoup plus offensif et mettre, je le pense, plus de moyens dans des entreprises qui n'ont pas d'avenir pour ré-industrialiser le bassin où ces entreprises sont en situation d'être fermées. On ne peut pas laisser un seul de nos compatriotes sur le chemin. Est-ce que cela doit se traduire par un investissement, par une formation, par un accompagnement ? Nous allons y travailler mais je souhaite que l'on force le volet ré-industrialisation.

Deuxième élément où il va falloir que l'on fasse d'avantage, c'est la question des jeunes qui, incontestablement, sont les premières victimes de la crise. Sur la question des jeunes il faut que l'on prenne des décisions assez rapidement. Il y a le volet contrat aidé, il y a le volet formation mais on ne peut pas les laisser avec les portes des entreprises qui se ferment. Ce n'est pas possible.

Troisième élément, je pense que l'on a encore du potentiel d'action sur les infrastructures. Je pense que là, toutes les décisions que l'on a prises sur les TGV, sur le canal Seine-Nord, sur le nouvel EPR, sur la réalisation d'un certain nombre de routes, cela prend du temps à bouger, mais cela crée des emplois. Je suis allé moi-même dans le Doubs sur le chemin d'une ligne TGV importante. Mais je pense qu'il y a encore de la réserve d'activité et d'emploi pour l'entreprise et donc de croissance sur un certain nombre d'infrastructures. Je ferai notamment des propositions

assez fortes sur la question des transports en commun, notamment en région parisienne, aux alentours de la fin du mois d'avril, début du mois de mai.

Quatrième élément, je vais redire pour être bien entendu de chacun, que sur la question du partage de la valeur et du partage des profits dans les entreprises qui font des bénéfices, je veux des résultats. Et je ne laisserai pas tomber la pression. Il y a des entreprises dans une situation très difficile, il faut les aider et on ne peut pas leur demander de distribuer ce qu'elles ne gagnent pas. Il y a des entreprises qui font des bénéfices, tant mieux ! Mais la question du partage de la valeur et du profit, j'ai vu que certains responsables avaient un peu de mal à s'y mettre. Je redis : s'il n'y a pas des choses concrètes qui se font rapidement, le gouvernement prendra ses responsabilités. C'est une affaire essentielle. Personne ne peut comprendre que quand on gagne de l'argent, on refuse d'évoquer la question du partage de la valeur et du partage du profit. De même que la question des bonus et des rémunérations, visiblement ce que l'on a dit, certains ont du mal à le comprendre. Je répète les choses : quand il y a un plan social ou quand il y a des aides publiques, les bonus, les plans de stock options, les rémunérations exceptionnelles ne sont pas admissibles. Si vous pensez que je vise un établissement bancaire d'actualité, c'est exactement cela. On ne peut pas solliciter l'argent public pour passer un moment décrit unanimement comme difficile et faire un plan généreux de distribution d'actions ou de bonus. Je suis sûr que les responsables vont comprendre ce que je dis, mais pour être sûr que le message soit bien reçu, je vais le préciser : quand on est mandataire social, cela serait un scandale. Est-ce que le message est bien passé ?

Enfin, - pardon d'être long, mais c'est parce que j'imagine que chacun voulait avoir une réaction - pour être complet, je veux dire aussi que j'essaie d'être honnête, de voir les choses telles qu'elles sont. Si je les vois telles qu'elles sont, je veux remercier les fonctionnaires qui ont eu à cœur de faire fonctionner le service minimum. Ce qui était une de vos grandes questions : "est-ce qu'il fonctionnerait ?" Aujourd'hui vous avez la réponse : "il fonctionne". Je veux tout particulièrement remercier les fonctionnaires qui ont fait fonctionner l'accueil minimum dans les écoles. Dans 80 % des villes il y a un accueil pour les familles dont les enfants appartenaient à des classes dont les enseignants étaient en grève. Voilà, preuve est faite que l'on peut faire grève sans paralyser le pays. La grève c'est un droit constitutionnel. Quand j'avais demandé le service minimum, on m'avait dit que je remettais en cause le droit de grève. Le moins que l'on puisse dire, c'est que je ne l'ai pas remis en cause, mais pendant la grève, la grève chacun a pu la voir, les manifestations, chacun a pu les constater, elles sont importantes, il faut en tenir compte, mais le pays n'a pas été paralysé. Cela n'a pas nui à la revendication, mais cela a protégé notre économie qui n'a pas besoin, en plus, d'être paralysée.

La France est regardée de tous les pays du monde. Ce n'est pas si souvent que l'on voyait la France face à des mouvements sociaux, cela a existé, mais avec des bus qui fonctionnent, des métros qui fonctionnent, des trains qui fonctionnent, des avions qui fonctionnent, des services publics qui fonctionnent. Que les fonctionnaires en soient remerciés.

Je pense que nous arrivons à un degré de maturité de la démocratie sociale. Et personne ne peut s'en plaindre.

Et puis, je veux noter également, mais vous en avez fait l'écho Mesdames et Messieurs de la presse, que le nombre des grévistes a sensiblement diminué. Une entreprise comme la RATP : moitié moins de grévistes. Dans la fonction publique de l'Etat, c'est 6 points de moins, pas 6 % mais 6 points de moins. Et même dans l'Education nationale, 7 points de moins. Cela prouve que nombreux sont les salariés qui pensent que face à une crise internationale, une grève nationale ne peut pas fournir une réponse. Elle peut manifester une inquiétude, une angoisse, elle peut manifester une colère, mais elle ne porte pas sur les réponses à la crise, comme lorsqu'il y a un texte, on veut le retrait ou une mesure particulière dont on veut l'adoption. Je prends donc tout ceci naturellement très au sérieux. Il faut que l'on soit extrêmement réactif. En même temps nous avons des équilibres budgétaires et financiers extrêmement complexes, mais je crois que sur ce que j'ai dit, sur les restructurations et sur les jeunes, on ne peut pas attendre.

Q - Pouvez-vous commenter les prévisions de l'INSEE, qui prévoient un acquis de croissance

négative de -2,9 à la fin juin. Cela nécessite-t-il une relance plus forte comme le demande le FMI ? Y-a-t-il une manière ou une autre dans laquelle vous voulez faire contribuer les Français les plus fortunés ou les plus riches à l'effort de solidarité ?

R - Monsieur, commenter les nouvelles prévisions ? Vous n'en finirez plus de me poser la question et moi de vous fournir des réponses. Je ne dis pas vous spécialement. Les prévisions sont révisées maintenant on n'est plus dans un rythme mensuel, c'est quasi hebdomadaire, et il y a un organisme qui annonce une prévision catastrophique, l'autre, pour ne pas être en reste, annonce plus catastrophique encore. Et le troisième ...C'est-à-dire que les mêmes organismes qui n'ont absolument pas vu venir la crise - comment peut-on leur en faire le reproche ? - sont maintenant dans un concours extraordinaire, le plus crédible étant celui qui annonce la plus mauvaise nouvelle.

Donc Christine Lagarde et le Premier ministre ont fait une prévision à -1,5. On ne peut pas dire que cela soit une prévision optimiste. Alors je propose que l'on révise, que l'on annonce une prévision très catastrophique et puis ensuite l'INSEE, en vertu de la prévision catastrophique du gouvernement, va réviser elle-même les siennes, pour être bien sûr que l'on plonge un peu plus. Je ne suis qu'à peine ironique. Vous voyez bien quelle est la certitude des prévisions des uns ou des autres aujourd'hui. Je crois que cela ne serait pas raisonnable. On s'engagerait alors dans un circuit où à peine des décisions prises, Monsieur, avant même qu'elles soient rentrées en action, on en fait d'autres.

Et après je vais me retrouver confronté à une nouvelle Une du Monde qui me met en garde contre les déficits parce que j'ai remarqué qu'un jour je ne dépensais pas assez, l'autre je dépensais trop. On va essayer de continuer sur cette ligne, mettre en oeuvre tout ce que l'on a dit, rendez-vous avec les organisations syndicales et patronales avant l'été pour faire le point pour évaluer.

Vous me dites : "est-ce qu'enfin vous allez faire participer les plus fortunés à l'effort ?" Vous savez bien - et je ne vous en veux pas, vous avez beaucoup vécu à Bruxelles donc peut-être avez-vous oublié ce qui se passe en France - ce n'est pas en France que l'on a supprimé l'impôt sur la fortune, c'est en Espagne. Ce n'est pas moi qui l'ai supprimé, moi je l'ai confirmé. C'est le Premier ministre espagnol, mais il n'y a pas deux ans, l'année dernière, qui a pris la décision de supprimer l'impôt sur la fortune. Posez-lui donc la question ! Des socialistes ! Vous vous intéressez beaucoup à l'Europe. Il y a une coalition qui est au pouvoir en Allemagne, socialiste, M. Steinmeier, démocrate chrétien, pour faire court, Mme Merkel. Ils ont le bouclier fiscal, ils l'ont depuis 25 ans. Il n'y a pas une formation politique qui en demande la suppression, pas une. Pensez-vous...

Q - Oui mais c'est constitutionnel. Pourquoi ?

R - Parce que justement ils se sont dit : c'est tellement important le bouclier fiscal, qu'il ne faut pas se mettre dans les éruptions du moment. Je ne parle même pas du parti libéral allemand parce que là on pourrait dire : les libéraux... je parle des socialistes. M. Steinmeier et Mme Merkel, ce n'est pas une excessive, aucun ne veut le faire. Je pourrais vous emmener faire un petit tour en Europe du Nord. Ils ont eux aussi supprimé - la Suède - les impôts sur la fortune. Je ne le ferai pas en France parce que je considère qu'il est normal quand on a plus d'argent de payer plus d'impôts.

Mais la question, Monsieur, moi, je suis profondément Européen et dans cette salle, il y a beaucoup d'entre vous, indépendamment de l'impartialité de vos métiers, qui sont très européens. Et bien être Européen, c'est faire que la France soit à égalité dans la compétition avec les autres. Notre principal concurrent, quel est-il ? Notre principal ami mais notre principal concurrent sur les marchés extérieurs et dans l'économie c'est qui ? C'est l'Allemagne. Ce n'est pas lui faire injure, au contraire, ils sont numéro un, ont est numéro deux. L'objectif du numéro deux c'est de passer numéro un, allez un - bis, pas d'être numéro trois. C'est notre pays voisin, c'est le plus grand pays d'Europe et c'est l'un de ceux qui réussit le mieux, nonobstant la crise. Vous voudriez que j'envoie le message : on va augmenter les impôts en France ? Mais vous croyez qu'on ne l'a pas fait assez depuis trente ans ? Tous gauches - droite confondus, ils les ont augmentés. Cela a fait progresser la justice en France ? Cela a créé des emplois en France ? Cela

augmenter. Cela a fait progresser la justice en France ? Cela a créé des emplois en France ? Cela a fait rayonner la France ? S'il y a une stratégie économique sur laquelle j'ai été élue - et puis je vais vous dire une chose, Monsieur, faites attention parce que lorsque l'on part, on part toujours pour augmenter l'impôt des riches et puis à l'arrivée on se retrouve avec ceux qui ont dit que c'était aux riches qui fallait augmenter les impôts, il se trouve que c'est vous. Il faut faire attention parce qu'à l'arrivée, c'est toujours comme cela il n'y a jamais personne qui a dit je veux augmenter les impôts pour tout le monde, c'est toujours les riches peu sympathiques etc., très bien, et puis à l'arrivée, c'est les classes moyennes, parce que c'est toujours comme cela que ça se passe. Je ne pense pas que la solution soit d'isoler la France dans un mouvement d'augmentation de la fiscalité alors que l'on a, au contraire, besoin d'attirer les capitaux dans notre pays.

En résumé, j'ai bien écouté ce qui a été dit. Je suis parfaitement conscient de l'inquiétude. D'ailleurs, elle existe dans tous les pays d'Europe, dans tous les pays du monde. Je voyage beaucoup, je rencontre beaucoup de chefs d'Etat et de gouvernement, il n'y en a pas un seul qui me dit : "tu sais chez moi tout le monde est tranquille, personne n'est inquiet, pas un seul". C'est une réalité et face à cela je crois qu'il faut garder son sang froid, continuer à faire des choses et on en fait tous les jours. Moi, je ne refuse pas de faire plus si c'est utile, mais je veux savoir si c'est utile. Pour savoir si c'est utile, il faut que ce que l'on a décidé, rentre dans les faits pour voir : "est-ce que cela amène quelque chose, ou est-ce ce que cela n'amène rien ?" Je ne peux pas simplement réagir au mouvement social, à l'interrogation des journalistes ou à tel ou tel sondage ! Je dois conduire une politique cohérente qui rassure par sa cohérence et par sa constance. Je ne dis pas non, je ne dis pas il n'y a rien d'autre à faire. Il y a toujours quelque chose à faire et je l'ai dit pour les restructurations, les jeunes, peut-être les infrastructures, peut-être d'autres choses mais je veux qu'on le fasse dans le sang-froid, dans l'organisation, parce que moi, je sais que l'on sortira de la crise, que le monde sortira de la crise. Il faut que l'on en sorte plus fort et que dans ce moment extrêmement difficile, à la place où je suis, avec les responsabilités qui sont les miennes, je dois avoir ce sang-froid pour tout le monde. Ce n'est pas si simple.

On me dit parfois : vous avez vu, il y a beaucoup de manifestants. Il y en a autant que pour l'affaire du CPE. Il y a une différence, ce n'est pas la même chose. Quand il y avait 2 % ou 2,50 % de croissance et quand on est à - 1,5 de récession ! Ce n'est pas le même pays à conduire, ce n'est pas le même climat, ce n'est pas la même affaire d'être au gouvernement ou d'être président de la République, c'est plus complexe. J'écoute, je regarde, je suis extrêmement attentif, j'essaie d'être réactif, mais à bon escient, au bon moment, comme on l'a fait sur le plan automobile, comme on l'a fait sur le plan, sur les banques, comme on l'a fait pour le plan souverain. Regardez avec Renault qui va créer des emplois à Flins. Ce n'était pas dit quand même il y a trois mois, quand j'ai affronté le débat sur le protectionnisme et tout cela. Comme on essaie de bouger les règles internationales, voilà ce que j'essaie de faire et je serai jugé aux résultats, je le sais bien. Dans la tempête, il faut tenir le cap, c'est ce que j'essaie de faire.

Q - J'ai une question concernant les 7 milliards que vous avez évoqués tout à l'heure. Est-ce qu'en fait, les 7 milliards d'euros pour Renault, est-ce que c'est lié plutôt aux garanties des crédits ou des primes à la casse, ou est-ce qu'il s'agit de subventions de l'Etat... ? Le fait que le producteur français se déplace maintenant ou déplace sa production en France, est-ce que vous l'appellez la politique industrielle proactive ou est-ce que vous dites que la France a eu de la chance, ou est-ce que ce n'est pas du protectionnisme quand même ?

R - C'est très simple, si vous considérez que tout emploi créé en France, c'est un emploi issu du nationalisme et du protectionnisme, très bien mais alors, dans ce cas, on peut même renoncer à élire un président de la République. Toute création d'emploi en France, c'est un vol pour les autres pays ? Je n'ai pas compris la question ? C'était cela la question ? Voilà, il y a 400 emplois qui vont se créer en France, c'est du protectionnisme ? Non. Il n'y a pas de fermeture d'usine, en Slovénie, il n'y a pas de fermeture d'usine, il n'y a pas un emploi supprimé. Ecoutez, ce n'est pas parce que nous sommes un des grands pays d'Europe, que l'on doit considérer qu'une usine sur notre territoire, c'est un vol pour les autres. Ecoutez, soyez raisonnable parce que vous aussi les Tchèques vous êtes un grand pays, vous avez des pays autour de vous qui sont moins riches.

Cela veut dire que quand vous avez créé un emploi, vous l'avez volé à la Slovaquie, à côté ? Tous les emplois français, on les donne à la République tchèque et tous les emplois tchèques, on les donne à la Slovaquie ? Ce n'est pas un système quand même.

Quant aux 7 milliards, c'est le plan automobile. Vous savez, ce que l'on a déjà fait, il y a quelques semaines, c'est de l'argent que l'on prête, qui est rémunéré à 6 % si mon souvenir est exact et vous savez pourquoi on l'a fait ? Parce qu'il n'y avait pas de banque pour leur prêter. Je me serais bien passé de le faire, mais alors quelle était la solution ? Si on ne le faisait pas avant le 15 février, il y avait un risque de fermeture, par exemple de Renault, vous pensez que cela aurait amélioré la situation dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est ? Je ne suis pas sûr.

Q - J'avais une question sur l'intervention du président du Parlement européen dans ce sommet. Récemment, vous avez dit que le moment de choisir le prochain président de la Commission n'était pas venu il paraît que le président a dit qu'il faut choisir tôt. Est-ce que vous avez changé d'avis ?

R - C'est compliqué. D'abord, il y a une chose qui n'est pas compliquée, j'ai toujours eu beaucoup de plaisir à travailler avec José Manuel Barroso, je l'ai toujours dit et il me semble que j'ai eu souvent une appréciation de son travail plus positive que celle qu'il y avait habituellement dans cette salle, pour dire les choses simplement. Je n'ai pas changé d'avis, j'ai toujours eu du plaisir à travailler avec José Manuel Barroso, c'est un homme que j'estime et pour qui j'ai beaucoup d'amitié, premier point.

Deuxième point, ce n'est pas moi qui invente les questions juridiques. Excusez-moi, en juin, si une décision définitive est prise, elle sera prise sur la base du Traité de Nice, à moins que vous ayez à m'expliquer que le referendum en Irlande aura lieu avant juin. Il aura lieu à l'automne, donc en juin, si une décision est prise, c'est sur Nice, sans compter le vote de nos amis tchèques au Sénat qui lui aussi est prévu pour l'automne. Pourquoi, je dis cela ? Parce que si on le fait sur la base de Nice, il faudra dire qui n'a pas de commissaire. C'est un débat extrêmement intéressant alors, et je l'attends avec beaucoup d'intérêt. Cela va beaucoup nous aider en Irlande, vraiment c'est quelque chose de bien. Pourquoi ne pas dire qu'on leur supprime le poste par exemple ? Cela va beaucoup aider et moi je serai content de tout le mal que je me suis donné pour essayer de débloquer la situation. Cela va être un point positif. Allons, c'est un problème juridique, ce n'est pas moi qui l'invente. La solution que la France a proposée sous le contrôle de Bernard Kouchner et de Bruno Le Maire, c'est une décision de principe politique au mois de juin et les instruments juridiques à la disposition de cette décision politique à l'automne, quand on aura la réponse du référendum irlandais et de nos amis tchèques. Cela me semble plus raisonnable.

Dernier point : vous avez observé qu'il y a trois postes au minimum. Il y a le président du Conseil, stable si on a Lisbonne et il y a le Haut-représentant, lui-même vice-président de la Commission, si on a Lisbonne et il y a le président de la Commission et la répartition des portefeuilles dans la Commission avec des portefeuilles qui peuvent intéresser certains pays. C'est une discussion et la discussion continue, prospère. Elle est intéressante et elle va bien au-delà des sentiments très positifs, très chaleureux, que j'éprouve pour José Manuel Barroso, qui sont incontestables. C'est un homme bien, moi j'ai beaucoup de plaisir à travailler avec lui et je ne serais pas gêné de le soutenir, bien au contraire, mais je veux avoir une idée d'ensemble quand même.

Q - Monsieur le Président, une petite précision sur cela. Si on prenait la décision politique en juin pour la Commission, mais si le Traité de Lisbonne malheureusement n'est pas ratifié par référendum en Irlande, cela implique, pour vous, que la décision politique resterait en vigueur ou ce serait lié au sort du vote irlandais ?

R - Si on prend une décision politique en juin, il faudrait des raisons très sérieuses pour qu'elles changent à l'automne. C'est donc plutôt la décision politique de juin, bien sûr mais je regretterais beaucoup que Lisbonne ne rentre pas en vigueur. On voit bien que l'on a besoin de Lisbonne, à tout point de vue.

Q - Que pensez-vous de la politique de main tendue du président américain vis-à-vis de l'Iran ?

R - Ecoutez cela fait bien des années que l'on attend que les Américains se réengagent dans non

seulement le dossier iranien mais dans le dossier palestinien et israélien et donc c'est plutôt une bonne nouvelle. On ne peut pas leur avoir demandé de jouer leur rôle et se plaindre quand ils jouent ce rôle. Je reste pour ma part convaincu qu'avec un baril, un brent, en dessous de 50 dollars assez sensiblement, la politique des sanctions reste d'actualité et qu'en même temps, il faut discuter. Je ne pense pas que le problème de l'élection en Iran soit aussi important qu'on le dit, persuadé que je suis que les décisions se prennent au plus haut sommet de l'Etat, par consensus, mais que le président américain veuille se réengager au service de la paix en disant au peuple iranien qu'il est un grand peuple et en mettant en garde ses dirigeants contre l'obtention de l'arme nucléaire, ce n'est que du positif.

Q - Le ministre tchèque des Affaires étrangères a qualifié de coup d'Etat hier le changement de régime à Madagascar. Que veut faire l'Union et surtout que veut faire la France qui reste le premier bailleur bilatéral de l'île ?

R - Je ne savais pas qu'il avait dit cela, mais je pourrais dire la même chose, ce qui ne vaut pas défense de l'ancien président. Moi, je suis désolé, il y a beaucoup de choses à dire sur l'ancien président, énormément, mais j'observe qu'il est renversé sans aucune élection, aucune. Deuxièmement, j'observe que la première décision, c'est la suspension du Parlement, qui n'est quand même pas un signe extrêmement positif. Troisièmement, je mets en garde le nouveau pouvoir sur l'intégrité physique de l'ancien président, quel que soit ce qu'il a fait. Il doit être jugé s'il y a besoin, mais on ne règle pas les affaires comme cela et je regrette beaucoup l'évolution de Madagascar. J'appelle naturellement à des élections le plus rapidement possible, qui sont la seule façon de sortir de l'imbroglio où il se trouve. Donc si la Présidence tchèque a dit que c'était un coup d'Etat, je pourrais signer ce qu'elle a dit. Si un coup d'Etat, c'est prendre le pouvoir hors la procédure normale et constitutionnelle, c'est bien ce qui s'est passé, ce qui ne me fait ni dénoncer le nouveau, ni regretter l'ancien. Simplement, oui c'est cela, c'est un coup d'Etat.

Q - Monsieur le Président pour l'élargissement, l'Albanie a décidé de demander de faire sa demande d'adhésion, comme le Monténégro l'a fait pendant votre Présidence, pendant la Présidence tchèque. Allez-vous supporter cela en ces temps de crise économique ou qu'est ce qui se passera avec ce nouveau pas de ce pays ?

R - J'ai toujours pensé que cette région d'Europe avait vocation à intégrer la famille. Il y a des procédures. Je crains que cela ne prenne quelque temps pour nos amis albanais, mais nous n'avons aucune raison de faire une réponse différente.

Je vous remercie infiniment.